# Burundi : La lutte contre le terrorisme parmi les priorités du ministère de la Sécurité

PANA, 09 mars 2018 Bujumbura, Burundi - Au cours de ce mois de mars, une attention particuliÃ¨re sera rÃ©servÃ©e Ã  la lutte contre la criminalitÃ© "sous toutes ses formes", principalement le "terrorisme par jets de grenades", a-t-on appris, vendredi, de source proche du ministÃ¨re de la SÃ©curitÃ© publique, Ã  Bujumbura.

Les grenades Ã©taient devenues un flÃ©au national au plus fort de la crise politique nÃ©e des Ã©lections controversÃ©es et Ã©maillÃ©es de violences de masse de 2015. Dans l'ensemble, les infractions enregistrÃ©es par la Police sont passÃ©es de 1.064 en janvier, Ã  956 en fÃ©vrier, soit une diminution de 108 cas, indique un rapport du ministÃ¨re de la SÃ©curitÃ© publique, sur cette pÃ©riode. Le rapport met en exergue cinq grenades qui ont encore rÃ©cemment endeuillÃ© le pays, Ã  Bujumbura, la capitale burundaise, Ã  Kirundo, au nord, Ã  Makamba, au sud, et Ã  Bubanza, plus Ã  lâ€™ouest du pays, sans qu'elles ne soient revendiquÃ©es. Ces attaques ont causÃ© 3 morts et 18 blessÃ©s, dâ€™aprÃ¨s le mÃªme rapport qui fait enc Ã©tat de 50 arrestations parmi les auteurs prÃ©sumÃ©s, dans ces diffÃ©rents endroits du pays. Par ailleurs, les activitÃ©s policiÃ¨res de prÃ©vention ont permis la saisie de 36 grenades, avant leur utilisation, selon la mÃªme source. Du cÃ´tÃ© des infractions impliquant des agents de lâ€™ordre, le rapport rappelle le cas dâ€™un policier "en Ã©tat dâ€™ivresse" qui a tuÃ© s compagnon dâ€™armes Ã  Karusi, dans l'est du pays, toujours au cours du mois de fÃ©vrier. Deux autres militaires ont Ã©copÃ de la prison Ã  vie pour avoir tuÃ© un responsable local du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie/Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir), dans un dÃ©bit de boisson Ã  Gitega, plus au centre du Burundi. Dans l'ensemble, la sÃ©curitÃ© a Ã©tÃ© "globalement bonne" en fÃ©vrier, ce qui a facilitÃ© lâ€™enrÃ´lement "paisible" des ca Ã©lecteurs au rÃ©fÃ©rendum constitutionnel de mai prochain et aux Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2020, ainsi que le retour des rÃ©fugiÃ©s et la poursuite des activitÃ©s champÃªtres, souligne nÃ©anmoins le rapport. Le calme relatif s'est traduit, ces derniers temps, par l'allÃ©gement du dispositif des corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ©, Ã  travers le pays, indique-t-on du cÃ´t du ministÃ¨re de la SÃ©curitÃ© publique. Un dispositif sÃ©curitaire dâ€™Ã©lÃ©ments policiers et militaires lourdement Ã©quip restÃ© en place depuis les derniÃ¨res Ã©lections mouvementÃ©es et la tentative de putsch militaire manquÃ© qui a suivi. Plusieurs rÃ©bellions armÃ©es se sont, par ailleurs, autoproclamÃ©es Ã  lâ€™ombre de la crise, sans toutefois aller au-delÃ  d simples menaces verbales de faire tomber le rÃ©gime burundais. Le rapport du ministÃ¨re de la SÃ©curitÃ© publique note, par ailleurs, que la Police nâ€™a trouvÃ© "aucun mobile politique" derriÃ¨re les faits criminels documentÃ©s depuis le dÃ©but d cette annÃ©e. Cependant, vu de lâ€™extÃ©rieur, le dernier rapport des Nations unies sur la situation au Burundi relÃ¨ve que le pays reste "un sujet de prÃ©occupation majeure qui interpelle la communautÃ© internationale". En cause: lâ€™absence dâ€™ dialogue entre toutes les parties prenantes Ã  la crise persistante depuis plus de deux ans et sur les futures Ã©chÃ©ances Ã©lectorales, Ã©galement source de nouveau conflit tout aussi inquiÃ©tant entre le pouvoir et l'opposition. Sur le plan humanitaire, les chiffres du Haut Commissariat des Nations unies pour les rÃ©fugiÃ©s (HCR) font Ã©tat de plus de 400.000 rÃ©fugiÃ©s de la crise, auxquels sâ€™ajoutent 200.000 dÃ©placÃ©s intÃ©rieurs et 3 millions de Burundais dans le besoin dâ€™ assistance humanitaire urgente. Dernier Ã©pisodeâ€‰en date de cette crise humanitaire: autour de 2.600 Burundais, qui sâ€™Ã©taient rÃ©fugiÃ©s en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo voisin, ont quittÃ© prÃ©cipitamment le pays dâ€™accue dernier, pour le Rwanda, Ã  la recherche de plus de sÃ©curitÃ©, disent-ils. On rappelle que 36 de ces rÃ©fugiÃ©s burundais avaient Ã©tÃ© tuÃ©s en septembre dernier, dans des Ã©chauffourÃ©es avec les forces de lâ€™ordre congolaises.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});